

**Assemblée générale**

Distr. générale  
6 septembre 2013  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante-septième session**  
Point 33 de l'ordre du jour  
**Prévention des conflits armés**

**Lettre datée du 5 septembre 2013, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de la Turquie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport succinct de la deuxième Conférence d'Istanbul sur la médiation, intitulée « Clefs d'une médiation réussie : perspectives internes », tenue à Istanbul les 11 et 12 avril 2013 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-septième session de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent  
(*Signé*) Y. Halit Cevik



**Annexe à la lettre datée du 5 septembre 2013 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Rapport succinct de la deuxième Conférence d'Istanbul  
sur la médiation**

**11 et 12 avril 2013, Istanbul**

Le Ministère turc des affaires étrangères a organisé la deuxième Conférence d'Istanbul sur la médiation, les 11 et 12 avril 2013, sur le thème « Clefs d'une médiation réussie : perspectives internes ». La Conférence s'est tenue sous les auspices du Ministre des affaires étrangères de la République turque, Ahmet Davutoğlu.

Les Conférences d'Istanbul sur la médiation ont pour objectif de réunir les responsables internationaux et gouvernementaux et les acteurs de la société civile impliqués dans les activités de prévention des conflits et de médiation pour étudier les moyens d'améliorer leur interaction, leur entente et leur coopération dans l'espoir de rendre plus efficaces les efforts de médiation déployés par la communauté internationale. La Conférence devient progressivement une tribune établie dans le domaine de la médiation et du règlement pacifique de conflits.

La première Conférence d'Istanbul sur la médiation, tenue les 24 et 25 février 2012, était axée sur les aspects théoriques et conceptuels de la médiation, notamment le rôle de l'Organisation des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des organisations régionales et les questions de coordination et de renforcement des capacités. Elle a permis d'analyser des questions qui ont ensuite été traitées dans les Directives de l'ONU pour une médiation efficace, publiées dans l'annexe au rapport du Secrétaire général intitulé « Renforcement du rôle de la médiation dans le règlement pacifique des différends et la prévention et le règlement des conflits (A/66/811) ». Elle a également contribué aux objectifs de l'initiative sur la médiation pour la paix lancée en 2010 par la Turquie et la Finlande, qui est aujourd'hui devenue une des principales plateformes de promotion de la médiation comme moyen efficace de régler les conflits de façon pacifique, et d'échanges à ce sujet.

Dans le sillage des débats de la première Conférence d'Istanbul sur la médiation, la deuxième était axée sur les enseignements pratiques tirés de conflits précis qui ont occupé le devant de la scène internationale. Dans le cadre de la Conférence, des questions relatives à la médiation et à sa pratique ont été examinées à travers des entretiens avec des praticiens issus de différents secteurs, notamment des gouvernements, des organisations non gouvernementales et régionales, de l'ONU et du monde universitaire.

Pendant la deuxième Conférence, cinq réunions-débats principales se sont tenues sur les thèmes suivants : « Le cas de l'Afghanistan », « Le processus de paix au Moyen-Orient », « Conversation sur la médiation : les voies du succès », « Le cas de la Somalie » et « Le cas de la Syrie ». Les réunions étaient axées sur les travaux de praticiens en prise directe avec des problématiques intéressant le débat, dans des situations géographiques très variées.

Les Ministres des affaires étrangères turc et finlandais, le Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale et le Conseiller présidentiel pour le processus de paix aux Philippines ont pris la parole à la réunion de haut niveau de la Conférence.

On trouvera ci-après le résumé des débats qui ont eu lieu pendant la Conférence.

### **Résumé des réunions-débats**

Pendant les réunions, les intervenants ont fait part de l'expérience qu'ils ont tirée sur le terrain de différents processus de médiation, en faisant parfois référence aux Directives de l'ONU pour une médiation efficace. Au cours du débat, les appuis internes et externes ont été présentés comme des paramètres importants pour favoriser un climat de travail propice au processus de médiation. Intervenant généralement pendant les périodes de transition, la médiation est par essence un processus instable et incertain. Un médiateur a par conséquent besoin de l'appui de toutes les parties concernées pour assurer les progrès de sa démarche.

L'importance de la gestion du processus de médiation pendant des périodes de transition instables par essence a été mentionnée par de nombreux participants à la réunion consacrée à l'Afghanistan. Si certains participants ont souligné l'ampleur des incertitudes concernant la voie vers l'après-2014, d'autres ont fait valoir qu'il était possible que des opportunités de créer un système politique relativement stable et moins exclusif se fassent jour. De nombreux participants ont souligné qu'il importait de forger un esprit de coopération régionale, comme le processus « Cœur de l'Asie » afin d'atténuer la fragilité actuelle de la période de transition en Afghanistan.

Le contexte régional a souvent été désigné comme un des facteurs ayant le plus d'influence sur l'issue de tout processus de médiation. Pendant le débat sur le processus de paix au Moyen-Orient, l'évolution du paysage géopolitique de la région a été présentée comme une variable fondamentale à prendre en compte en raison des transformations en cours dans le monde arabe.

Une autre problématique transversale soulevée pendant les réunions était la nécessité de mettre en place les paramètres internes nécessaires pour garantir la volonté politique des parties prenantes et leur engagement en faveur du processus. Les éléments adverses doivent être pris en compte et combattus. L'attitude d'autres parties intéressées, comme les pays voisins ou les puissances régionales, constituent également l'un des facteurs externes qui influent sur le processus. En outre, il faut des partenaires à l'échelle internationale, notamment des groupes de contact, des organisations régionales ou internationales, et des États Membres ayant assez d'influence, de ressources et de compétences pour accompagner le processus de médiation.

À cet égard, il a été souligné que le processus de paix de Mindanao aux Philippines offrait des enseignements utiles. D'abord, des groupes dissidents ont régulièrement sapé les efforts de paix déployés au cours des décennies du conflit. La difficulté que posent les groupes dissidents étant une réalité dont il convient de tenir compte, la convergence des efforts demeure un impératif immuable. Pour être efficace, le processus ne doit souffrir aucune forme d'exclusion. L'accord-cadre sur le Bangsamoro constitue un espace dans lequel différents groupes d'intérêt

collaborent en vue d'établir une nouvelle entité politique autonome, dotée de pouvoirs de gouvernance renforcés. Des mesures ont été prises en vue d'améliorer et d'appuyer ce processus, à savoir des négociations entre le Gouvernement et les groupes armés, la médiation effectuée par la Malaisie en tant que tierce partie voisine, ainsi que la surveillance assurée par des groupes de la société civile locale et un groupe de contact international. Dans le cas des Philippines, il a été fondamental de définir clairement le rôle de chacun avant l'ouverture du processus, afin d'observer les différentes attentes des parties prenantes. Il a été vital d'équilibrer les différents intérêts sur le plan interne et régional et d'atteindre une stabilité dans le processus.

De même, le débat sur l'assistance apportée au Soudan et au Soudan du Sud pour parvenir à une paix durable a fait ressortir qu'il importait que les médiateurs internes adoptent une position univoque et concertent leurs actions, et que les acteurs régionaux et les organisations régionales et internationales offrent un puissant appui. Le succès du processus de médiation y a finalement été assuré par la prise de position univoque et concertée des médiateurs et leur appui constant. Un groupe de haut niveau de l'Union africaine, doté d'influence et de capacités, a été introduit dans le processus. Il a assuré les deux parties de l'entière confiance accordée au processus de paix et de tout l'appui dont il bénéficiait de la part de la région et de la communauté internationale. Il a également été observé que l'intervention d'un médiateur interne impartial avait bénéficié au processus.

Lors du débat sur les efforts de paix en Somalie, il a été souligné que le dialogue était fondamental pour gagner la confiance des clans belligérants. Dans cet esprit, on a observé que le processus de réconciliation devait commencer au niveau des populations. De nombreux participants ont salué, comme un progrès dans la bonne direction, la démarche du Gouvernement somalien consistant à encourager, d'aval en amont, divers segments de la société à s'engager dans les actions qu'il mène. En l'absence d'autres méthodes de règlement des différends, les mécanismes traditionnels de médiation ont offert un moyen d'intervenir entre les clans. Il convient d'appeler l'attention sur la nécessité d'inclure les femmes dans ces processus, car d'importantes barrières culturelles empêchent le Gouvernement de satisfaire aux quotas hommes-femmes.

L'importance croissante des pays émergents comme médiateurs de paix a également été mentionnée au cours du débat. Le besoin de mécanismes de coopération plus officiels entre les pays émergents a été mis en avant. Le rôle de médiateur que la Turquie s'est mise à jouer, en particulier dans les conflits touchant sa région, a aussi été abordé. Certains participants ont invoqué un « modèle turc » alliant l'aide humanitaire, l'aide au développement, le règlement pacifique des conflits et la médiation. D'autres ont fait valoir l'importance des capacités de la Turquie comme pays émergent, l'encourageant à rechercher des moyens d'optimiser ses efforts par le renforcement de ses capacités et de sa coordination interne, la collaboration avec d'autres acteurs internationaux et l'établissement de priorités.

Les participants ont également abordé d'autres aspects d'une médiation efficace, comme les forces et l'unité de l'équipe de médiation, la question des ressources, les préparatifs et la compréhension du contexte. Le rôle de la chance et de l'alchimie de la rencontre entre les parties ne devrait pas être sous-estimé dans un processus de médiation. La façon dont les parties assument véritablement la responsabilité du processus et le degré d'ouverture à toutes les parties prenantes ont

également été jugés indispensables au succès de toute médiation. Sans l'adhésion du peuple, il est peu vraisemblable de parvenir à un accord fructueux. Enfin, la phase de mise en œuvre du règlement par médiation ne saurait être prise à la légère par les parties prenantes.

La question de savoir si tous les conflits pouvaient se prêter à une médiation et celle de la définition du moment opportun où entamer un processus de médiation ont également été soulevées pendant la Conférence, lors de différentes réunions. À l'occasion de la réunion-débat consacrée à la Syrie, il a été observé que dans son état actuel, le conflit ne laissait quasiment aucune marge de médiation. La complexité de la situation allait croissant et les pertes en vies humaines augmentaient chaque jour. La médiation pourrait, néanmoins, permettre de clarifier les problèmes et d'ouvrir certains points de discussion, comme l'accès de l'aide humanitaire au pays. Tous les participants ont souligné qu'à long terme, le droit du peuple syrien à déterminer collectivement son avenir politique devait être au cœur du processus de médiation. La participation des femmes à tous les niveaux était un élément indispensable.

Les participants ont souvent évoqué les causes fondamentales qui ont fait échouer différentes tentatives de médiation. La concurrence entre les initiatives et les médiateurs a souvent été citée comme la principale raison faisant obstacle à la réussite. Le manque de coordination entre les mesures de règlement par médiation peut entraîner de graves dommages. Cet aspect s'appliquait directement au rôle du Conseil de sécurité, dont la cohésion est cruciale pour la paix et la sécurité dans le monde. Bien que, selon la Charte des Nations Unies, le règlement des différends incombe en premier lieu aux États Membres, l'ONU s'attachait à doter les États des capacités leur permettant de faire face à ces problèmes. Il faut donc former des professionnels dans le domaine de la médiation. Un processus de médiation a plus de chance de réussir s'il est soigneusement élaboré et mis en œuvre avec toute la considération requise.

### **Réunion de haut niveau**

Teresita Quintos-Deles, Secrétaire du Bureau du Conseiller présidentiel des Philippines pour le processus de paix, a félicité la Conférence d'avoir offert aux médiateurs du monde entier une instance pour se réunir et débattre de concepts et d'idées controversées, loin des pressions qu'ils subissent dans le cadre de leurs activités. Elle a également exprimé sa reconnaissance au Gouvernement turc pour son appui au Gouvernement philippin dans ses efforts auprès du Front de libération islamique Moro et pour son appui aux activités de médiation et de réconciliation dans le reste du monde. Elle a souligné l'importance de reconnaître la volonté des populations et des parties au conflit pendant le processus de médiation, et la nécessité de résister à toute politique de la communauté internationale qui saperait les processus locaux. Ayant également souligné l'absence des femmes dans les processus de médiation et de négociation avec les protagonistes principaux, elle a suggéré qu'il était grand temps d'analyser honnêtement les raisons et causes de cette absence, compte tenu du fait que les femmes représentaient la moitié de la population dans toute zone de conflit. Pour conclure, elle a déclaré qu'afin d'assurer la pérennité du processus de paix, il était nécessaire de sensibiliser les jeunes générations par de nouveaux moyens technologiques car elles constituaient la majorité croissante de la population dans de nombreux pays.

Le Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale a loué M. Davutoğlu pour ses talents exceptionnels de médiateur. Il a félicité la Conférence d'Istanbul de contribuer à nourrir le débat sur la médiation et autres formes de règlement pacifique des différends. Il a rappelé que, par essence, la médiation était un processus tourné vers l'avenir, qui visait à responsabiliser les citoyens tout en cherchant à réconcilier les parties et à restaurer la confiance entre elles. Le Président de l'Assemblée générale a souligné l'importance de la médiation qui, de par son caractère dynamique et pacifique, convenait particulièrement pour régler les conflits sévissant actuellement dans les régions des Grands Lacs et du Sahel en Afrique et assurer la transition en matière de sécurité en Afghanistan. Il a reconnu que l'octroi à la Palestine du statut d'État observateur auprès de l'Assemblée générale constituait une évolution positive, tout en soulignant que la médiation jouerait un rôle fondamental dans le règlement du différend avec Israël. Condamnant les violations des droits de l'homme commises en Syrie, il a exhorté à la cessation immédiate des hostilités, dont il a qualifié la violence de bain de sang le plus atroce de notre époque. Le Président a également averti que cette violence aurait des conséquences dévastatrices pour les civils et la société si on lui laissait libre cours. Déclarant que le conflit devait trouver sa solution dans une société syrienne libre et plurielle, il a appelé la communauté internationale à se rallier autour des protagonistes capables de mettre un terme aux combats. Faisant référence aux vertus de médiateur mentionnées dans le Coran et la Bible, il a fait valoir qu'un véritable médiateur était également ami avec toutes les parties, agissait de façon impartiale et cherchait une issue juste, indépendamment de ses préférences ou intérêts.

Le Ministre finlandais des affaires étrangères, Erkki Tuomioja, a salué le partenariat fructueux de la Finlande et de la Turquie qui a permis de renforcer les normes de médiation et de donner à la médiation un rang de priorité élevé à l'ONU. Il a déclaré que, pour réussir, le processus de médiation nécessitait plus de cohérence et d'appui de la communauté internationale, surtout dans le cas de la Syrie. Selon lui, armer davantage les rebelles n'apporterait aucune solution. Seule la médiation y parviendrait. Qualifiant la situation syrienne de catastrophe humanitaire, M. Tuomioja était d'avis que la communauté internationale devait soutenir les pays voisins de la Syrie afin d'empêcher tout débordement du conflit. Il a répété l'appel de M<sup>me</sup> Deles en faveur d'une participation accrue des femmes aux processus de médiation et de règlement au lendemain du conflit. Avertissant que le développement ne saurait avoir lieu si les femmes ne jouissaient pas de droits égaux, il a fait valoir que les femmes devaient être encouragées à faire entendre leur voix. Il a également souligné l'importance fondamentale de la participation des femmes en Afghanistan pour la réussite du processus de paix et l'avenir du pays, et a remercié la Turquie pour l'initiative qu'elle a prise à cet égard. Il a dit appuyer la réconciliation en Somalie et la nécessité pour le pays de pratiquer la bonne gouvernance. Il était d'avis que les structures de médiation traditionnelles devaient être exploitées quand les gouvernements étaient faibles, en garantissant cependant leur rôle aux femmes. Convaincu que tous les différends pouvaient être réglés, il a conclu en exhortant la communauté internationale à trouver la volonté de chercher à régler les conflits les plus persistants.

Le Ministre turc des affaires étrangères a déclaré qu'il était du devoir moral de tous d'aider à régler les conflits sévissant dans le monde, et de protéger l'environnement contre les armes nucléaires et chimiques en vue d'assurer un avenir aux générations futures. Il a réaffirmé que la Turquie continuait d'apporter son appui aux frères d'Afghanistan, de Syrie et de Somalie. Pour M. Davutoğlu, la crise syrienne n'aurait de solution que si le peuple syrien pouvait décider lui-même de

son avenir. Il a souligné qu'il était impératif de régler les conflits par la médiation et rappelé qu'il était dans l'intérêt de la Turquie d'assurer la médiation de ces questions, compte tenu de sa situation géographique au centre de l'Afro-Eurasie. Il a fait valoir qu'une nouvelle approche de la médiation était nécessaire, à trois niveaux différents. Au niveau national, il a examiné la restructuration des concepts politiques traditionnels d'État, au regard de l'émergence et de l'application répandue de nouvelles technologies et formes de communication. Il a fait observer que les anciens modes de légitimité politique basés sur l'idéologie étaient en échec face à des peuples qui revendiquaient au contraire la sécurité et la dignité humaine. Il a souligné la nécessité de traiter également les problèmes au niveau régional, afin de régler les conflits de longue date, en y associant pleinement les acteurs régionaux. Au sujet de la Palestine, il a appelé à soutenir la solution des deux États et la reconnaissance des frontières de 1967. Il a déclaré que les problèmes fondamentaux des réfugiés palestiniens et de Jérusalem devaient être abordés sous un nouvel angle. Il a fait valoir la nécessité d'une justice et d'un ordre novateurs au niveau mondial et souligné le déséquilibre entre le Conseil de sécurité de l'ONU et l'Assemblée générale. Pour conclure, il a condamné l'immobilité de la communauté internationale face à l'escalade de la violence dans les conflits.

## **Deuxième Conférence d'Istanbul sur la médiation**

### **Clefs d'une médiation réussie : perspectives internes**

#### **Istanbul, 11 et 12 avril 2013**

Jeudi 11 avril

- |                   |   |
|-------------------|---|
| 9 h 30-9 h 45     | Inscriptions  |
| 9 h 45-10 heures  | Allocution de bienvenue prononcée par l'Ambassadeur Şafak Gökçürk, Directeur général de la planification des politiques au Ministère des affaires étrangères  |
| 10 heures-11 h 30 | <p><b>Première réunion : Le cas de l'Afghanistan</b></p> <p>Présentateur : Francesc Vendrell, ancien Représentant spécial de l'Union européenne et des Nations Unies pour l'Afghanistan</p> <p>Quels sont les problèmes principaux auxquels l'Afghanistan sera confronté au cours des deux prochaines années et qui auront une importance déterminante pour l'établissement d'une paix et d'une stabilité durables dans le pays après 2014? Quelles sont les priorités et les espoirs du Haut Conseil pour la paix afghan concernant le processus de réconciliation? Quels sont les obstacles au progrès du processus de paix et de réconciliation en Afghanistan? Comment les surmonter? Comment inviter les groupes de l'opposition armée à participer au débat politique? Comment la communauté internationale doit-elle aider le Gouvernement afghan? Quel est le rôle des voisins contigus et des voisins de la région? Comment se déroulent les processus actuels contribuant aux efforts de médiation?</p> |

- Jan Kubis, Représentant spécial et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, Afghanistan
  - Aziz Ahmed Khan, consultant, Université de la défense nationale, Islamabad
  - Masoom Stanekzai, Chef du Secrétariat du Haut Conseil pour la paix, Afghanistan
  - Basat Öztürk, Ambassadeur de Turquie en Afghanistan
- 11 h 30-Midi Pause café
- Midi-13 h 30 **Deuxième réunion : Le processus de paix au Moyen-Orient**
- Présentateur : Mouin Rabbani, Directeur du programme de Crisis Management Initiative en Palestine
- Dans quelle mesure la question israélo-palestinienne a-t-elle encore un poids en elle-même et du point de vue stratégique, compte tenu du printemps arabe et des autres événements de la région? Quelle est la réalité actuelle de l'environnement politique et économique dans lequel la paix israélo-palestinienne doit progresser? La solution des deux États demeure-t-elle viable? Comment pourrait-elle être relancée? Que reste-t-il du processus d'Oslo et de son approche progressive? Comment créer une dynamique vers une solution à deux États? Quels sont les principaux obstacles? Quels éléments incitatifs pourraient motiver les deux parties à changer de trajectoire? Comment renforcer les groupes d'intérêt en faveur de la paix? Si la solution des deux États n'est plus viable ou n'est pas réalisée, quelles sont les autres options possibles? Les solutions autres que la solution des deux États sont-elles praticables?
- Samih al-Abed, ancien ministre, membre de l'équipe de négociation palestinienne
  - Yossi Beilin, ancien ministre, homme politique israélien
  - Taha Özhan, Président de la Foundation for Political, Economic and Social Research
  - Professeur Paolo Cotta-Ramusino, Secrétaire général des Conférences Pugwash sur la science et les problèmes internationaux
- 13 h 45-15 heures Pause déjeuner
- 15 h 30-17 h 30 **Troisième réunion : Conversation sur la médiation – les voies du Succès**
- Présentateur : Professeur Bülent Aras, Directeur du Centre d'études stratégiques du Ministère des affaires étrangères, Turquie

- Teresita Quintos-Deles, Secrétaire du Bureau du Conseiller présidentiel pour le processus de paix, Philippines
- Haile Menkerios, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud
- Levent Bilman, Directeur, Division des politiques et de la médiation, Département des affaires politiques, Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies
- Professeur Fuat Keyman, Directeur de l'Istanbul Policy Center à l'Université de Sabanci

20 heures-22 heures Dîner de bienvenue

Vendredi 12 avril

10 heures-11 h 30 **Quatrième réunion : Le cas de la Somalie**

Présentateur : Mahamat Saleh Annadif, Représentant spécial de l'Union africaine pour la Somalie et Chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie

Quelles sont les causes fondamentales des 20 ans de conflit en Somalie? Quels sont les enseignements tirés des efforts de médiation déjà déployés en Somalie? Comment la communauté internationale peut-elle aider le Gouvernement fédéral à renforcer ses capacités et ses ressources de façon coordonnée et harmonisée aux fins des processus de construction de l'État et de paix? Est-il plus opportun d'adopter une approche d'aval en amont pour la reconstruction des institutions et fonctions étatiques? Quels sont les défis de la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice? Quels sont les véritables problèmes à résoudre pour réaliser la réconciliation nationale? Quelles sont les priorités et les attentes du Gouvernement fédéral dans le domaine de la réconciliation? Le Gouvernement fédéral est-il doté des capacités et instruments nécessaires dans ce domaine? Comment accroître notre compréhension et notre connaissance des parties prenantes que sont les chefs locaux influents sur la société somalie et de la situation locale?

- Jamal Mohamed Barrow, Vice-Ministre des Affaires étrangères de Somalie
- Kani Torun, Ambassadeur de Turquie en Somalie
- Alexander Rondos, Représentant spécial de l'Union européenne pour la Corne de l'Afrique
- Afyare Abdi Elmi, auteur et professeur adjoint à l'Université du Qatar

11 h 30-Midi Pause café

Midi -13 h 30

**Cinquième réunion : Le cas de la Syrie**

Présentateur : Peter Harling, Directeur de projet au Programme du Moyen-Orient, International Crisis Group

Quel rôle la médiation peut-elle jouer en Syrie dans l'état actuel du conflit? Au cours de l'évolution du conflit, y a-t-il eu un moment particulier où la médiation aurait pu causer un changement important? Quelle est la meilleure manière de placer les Syriens à la tête d'une solution pacifique et durable? Comment et dans quelle mesure la communauté internationale peut-elle contribuer à un tel objectif? La communauté internationale doit-elle s'engager d'avance à garantir la mise en œuvre rigoureuse de tout accord obtenu à l'issue de dialogues? Serait-il utile de réunir les personnalités influentes de la région, représentant différentes religions, sectes et groupes ethniques dans le cadre d'une plateforme régionale visant à appuyer l'établissement d'une stabilité durable en Syrie? Quelles sont les conditions indispensables d'une transition réussie en Syrie? Une transition où certains éléments du régime d'Assad garderaient une forme de pouvoir est-elle envisageable?

- Mustafa Sabbagh, Secrétaire général de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes
- Ömer Önhon, Sous-Secrétaire adjoint du Ministère turc des affaires étrangères/ancien Ambassadeur en Syrie
- Jon Wilks, Représentant britannique auprès de l'opposition syrienne

14 heures-15 h 30

Déjeuner offert par Ahmet Davutoğlu, Ministre des affaires étrangères de la République turque

15 h 15-17 heures

**Session de clôture : réunion de haut niveau**

Présentateur : Ambassadeur Şafak Gökçürk, Directeur général de la planification des politiques au Ministère des affaires étrangères

- Ahmet Davutoğlu, Ministre des affaires étrangères, Turquie
- Erkki Tuomioja, Ministre des affaires étrangères, Finlande
- Vuk Jeremić, Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Teresita Quintos-Deles, Secrétaire au Bureau du Conseiller présidentiel pour le processus de paix, Philippines